

PRÉFECTURE DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES  
ET DU DÉPARTEMENT DU RHONE**  
(décision OF CSE N° 2018/05)

Direction régionale  
des entreprises  
de la concurrence  
de la consommation, du  
travail et de l'emploi

**Pôle Politique du  
Travail**

8-10 rue du Nord  
69625 Villeurbanne Cedex

Téléphone : 04 72 65 58 53  
Télécopie : 04 72 65 58 89

Service émetteur  
Département Santé  
Sécurité au Travail

Vu l'agrément de la **société SAS QUIETICE**, sise 60 rue Bonnabaud 63000 CLERMONT-FERRAND, pour délivrer les formations en santé, sécurité et conditions de travail aux membres des CHSCT ;

Vu les articles L. 2315-18 et R. 2315-9 à R. 2315-22 du code du travail ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-268 du 9 juin 2017, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu l'arrêté n° DIRECCTE-2017-32 du 15 juin 2017, portant subdélégation de signature à Monsieur Marc-Henri LAZAR, responsable du Pôle « Politique du travail » ;

Vu les éléments recueillis concernant la mise à jour des déroulés pédagogiques sur les nouvelles dispositions relatives au comité social et économique (CSE);

**CONSIDERANT** que la **société SAS QUIETICE** présente un programme de formation permettant de répondre aux exigences des articles R. 2315-9 à R. 2315-22 du code du travail.

**CONSIDERANT** que la **société SAS QUIETICE** justifie des qualifications et de l'expérience de ses formateurs en matière de prévention des risques professionnels et conditions de travail

**DECIDE**

**ARTICLE 1:** la **société SAS QUIETICE** est agréée afin de dispenser la formation prévue à l'article L. 2315-18 du code du travail, au bénéfice de la délégation du personnel du comité social et économique.

**ARTICLE 2:** Le présent agrément permet de dispenser des formations sur l'ensemble du territoire français.

**ARTICLE 3:** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme de formation cesse de répondre aux qualifications ayant justifié son agrément, conformément à l'article R. 2315-14 du code du travail, et s'il ne fournit pas le compte-rendu d'activité avant le 30 mars de l'année suivant l'exercice écoulé, conformément à l'article R. 2315-16 du code du travail.

**ARTICLE 4:** Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Villeurbanne, le 18 octobre 2018

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
et du département du Rhône,

Par délégation, le Directeur régional des entreprises, de la  
concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Pour le Directeur régional,

Le Directeur régional adjoint,

Responsable du Pôle Politique du Travail,

  
Marc Henri LAZAR

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification :

- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Travail - Direction Générale du travail - 39/43, quai André Citroën - 75902 PARIS CEDEX 15,

- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon (184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.